

## CONFRONTATIONS



EUROPE

GROUPE UE - AFRIQUE



Les Entretiens européens



### Rencontre de Confrontations Europe avec les acteurs agricoles Burkinabè

#### Dans le cadre des Journées agro-alimentaires - JAAL A OUAGA 2013

Ran Hôtel Somkiéta à Ouagadougou – Burkina Faso- 25 novembre 2013

### Les enjeux de coopérations entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

*La conférence a rassemblé plus de 80 acteurs, représentants du secteur de l'agriculture et agro-alimentaire de plusieurs pays d'Afrique présents sur le salon des JAAL pour un dialogue avec les jeunes étudiants en agronomie et la délégation de Confrontations Europe, conduite par Claude Fischer présidente de Confrontations Europe et directrice des Entretiens Européens. Pascal Holleville, représentant l'Union européenne et Pascal Carrère de l'Ambassade de France, étaient présents comme le signe de la volonté de développer les liens UE/Afrique.*

**Claude Fischer** accueille la conférence et présente **Confrontations Europe**, un réseau européen de trente mille membres qui travaille à la construction de l'Europe, à son union et à son ouverture au monde, une urgence et une nécessité car les Etats européens ont plutôt tendance à se replier. C'est dans ce cadre qu'elle situe la coopération avec l'Afrique et la volonté de nouer des liens plus serrés avec les acteurs des pays de l'Ouest et du Centre en particulier. **Confrontations Europe** a été constituée il y a vingt-deux ans ; c'est une association d'économie politique qui travaille avec des acteurs pluralistes de la société, comme les entreprises, les syndicalistes, les territoires, et ce toujours dans un dialogue avec les institutions car celles-ci ont besoin d'idées, comme **Mahama ZOUGRANA**, Ministre de l'Agriculture du Burkina le disait : « A nous les petites idées », et ce pour tenter d'avoir des politiques publiques qui favorisent l'économie, et en particulier le secteur privé qui a besoin de partenariats beaucoup plus importants avec le secteur public pour pouvoir se développer.

Puis elle présente **Mme Simone Zoundi**, présidente de la **Fédération Nationale des Industries de l'Agro-alimentaire et de Transformation du Burkina (FIAB)**, et organisatrice des journées agroalimentaires **JAAL A OUAGA** qui regroupent plus de 160 exposants venus de toute la région Ouest Africaine. Elle situe la rencontre de ce jour sous le signe de la fraternité, « celle-là même qui peut faire gravir les montagnes »...

Elle présente ensuite **M. Alain Holleville**, ambassadeur représentant l'Union Européenne au Burkina Faso, puis **M. Pascal Carrere**, conseiller économique après de l'Ambassade de France au Burkina Faso...

Elle salue **Mme Françoise Ki-Zerbo**, Présidente de la **Fondation Ki-Zerbo**, puis **M. François Traoré**, Président d'honneur de l'**AProCA** (Association des Producteurs de Coton Africains). Elle se réjouit de cette 2<sup>ème</sup> rencontre à Ouagadougou qui permettra de créer des liens suivis et de relever un défi commun pour l'Afrique comme pour l'Europe : **l'intégration régionale**.

**Simone Zoundi** dit avoir eu l'opportunité de rencontrer Claude Fischer il y a quelques mois, et veut profiter de l'édition des JAAL 2013 pour la remercier. Elle fait un bref rappel pour situer l'association JAAL et la FIAB, Fédération Nationale des Industries de l'Agro-alimentaire et de transformation du Burkina, créée en 1993. Depuis les indépendances africaines, il a souvent été question de production, mais la valorisation des ressources locales n'est que trop rarement abordée. **Aussi, cette fédération Nationale s'est créée et organisée afin de promouvoir et**

**d'apporter une valeur ajoutée aux produits locaux pour un accès aux marchés.** Puis en 1997, face aux réelles difficultés pour faire évoluer ce secteur de l'agro-alimentaire, une activité de promotion a vu le jour en 2000 à travers les Journées Agro-alimentaires JAAL A OUAGA, et l'ensemble des partenaires organisateurs ont été encouragés à poursuivre cette démarche au vu du succès rencontré. Cet espace de promotion est destiné à permettre aux acteurs du Burkina, mais aussi à ceux de toute la sous-région, de se connaître en découvrant l'ensemble des potentialités, et en cherchant à comprendre **comment l'Afrique peut s'auto-suffire au niveau alimentaire.** Pour cela, il a fallu créer et développer également l'esprit d'innovation. Après 13 ans d'expérience, force est de constater la grande diversité des produits alimentaires de base, et la nécessité de créer les conditions nécessaires pour permettre une fabrication de produits de qualité, accéder au marché régional puis international, en développant des réseaux commerciaux actifs dans une perspective de **consolidation de l'intégration régionale.** Cette démarche est aujourd'hui dans une dynamique **de solidarité internationale.** Mme Zoundi remercie également la présence du **Docteur Amor Chermiti** qui vient de Tunisie, chercheur et spécialiste en alimentation animale à l'INRA.

**Claude Fischer** développe le contenu du projet de Confrontations Europe et celui du **nouveau groupe de travail Union Européenne-Afrique** (travaux du groupe UE-Afrique : [en cliquant ICI !](#)).

**Confrontations Europe** a été fondé par **Philippe Herzog**, un économiste renommé qui a été député européen pendant 3 mandats ; le réseau travaille avec des gens de sensibilités politiques diverses par delà les clivages « droite-gauche », afin d'avancer avec tous les hommes et femmes compétents qui ont envie de changer la France, de la transformer puis de construire l'Europe, et de travailler avec les autres peuples du monde à des échanges commerciaux de réciprocité et d'intérêt mutuel, mais aussi de coopération et de partenariat. Le dernier livre de Philippe Herzog, paru sous le titre de « **Europe, réveille-toi !** », alerte sur l'état de stagnation actuelle dans laquelle l'Europe se trouve et propose avec optimisme de nombreuses voies pour en sortir. L'association est ce que l'on appelle aussi un « **think tank**, un laboratoire d'idées et de recherches, qui réunit plus de 1500 personnes œuvrant dans ses groupes de travail. C'est aussi un lobby d'intérêt général qui cherche à infléchir les politiques publiques afin que celles-ci soient plus incitatrices au **développement durable.** L'Afrique comme l'Europe sont confrontées à ce même défi aujourd'hui, celui de produire en prenant soin des ressources naturelles mais aussi des Hommes, et ce dans un monde menacé où le réchauffement climatique est en marche comme le groupement de chercheurs européen (**GIEC<sup>1</sup>**) l'a annoncé, avec un réchauffement général de la planète de +2°C d'ici à 2030, alors que celui-ci n'était prévu que pour dans un siècle. Cette analyse doit inciter l'ensemble de l'humanité à prendre plus soin de la planète de façon responsable, avec une part de responsabilité certainement encore plus accrue en ce qui concerne les pays du Nord et l'ensemble de l'Occident.

Claude Fischer ajoute que **l'Europe traverse aujourd'hui une crise grave et profonde**, et elle peut être menacée d'implosion. L'Europe doit inventer une démocratie nouvelle car celle-ci est vieillissante et c'est devenue une démocratie de délégation, où l'ensemble des citoyens ont fini par entièrement déléguer leur pouvoir aux élus et aux Etats. Cette société qui vote et qui élit dans un 1<sup>er</sup> temps ses représentants, laisse ensuite entièrement ses élus gérer l'ensemble des affaires qui leur incombent, alors que ceux-ci peuvent parfois manquer de visions où de projets. Lorsque ces représentants élus ne conviennent plus, il arrive trop souvent que l'on en change en en élisant d'autres, puis encore d'autres, jusqu'à ce que les citoyens finissent par se désengager complètement, et cette responsabilité leur incombe tout autant.

---

<sup>1</sup> **Le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat**, est un organisme intergouvernemental, ouvert à tous les pays membres de l'[ONU](#). Il « a pour mission d'évaluer, sans parti-pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au changement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation.

Pour elle, **les Etats et les sociétés forment un tout**. Elle invite les jeunes ici présents à s'engager, en ne laissant pas leur Etat tout gérer seul, et à se mobiliser comme acteurs de la société civile pour faire émerger de nouvelles politiques ainsi que des projets, car c'est de cela dont ont besoin nos pays, mais aussi de politiques publiques car les projets doivent être accompagnés de régulation sur le marché, de financement, alors que les acteurs financiers ne sont peut être pas encore suffisamment forts en Afrique pour permettre au secteur privé de se développer autant que nécessaire. Le monde a compris que **l'Afrique est en pleine croissance économique** : aujourd'hui, l'Inde, la Chine et d'autres pays y investissent désormais de plus en plus, et c'est aussi avec ces nouveaux acteurs que l'Afrique devra définir les règles du commerce et des échanges. L'Afrique qui est en train d'émerger économiquement possède des potentiels formidables, mais aussi de nombreuses contradictions. Sa démographie **atteindra 2 milliards d'habitants en 2050** (source INED) et si elle n'est pas accompagnée par **un développement accru de la productivité agricole**, il sera très difficile de répondre à une demande alimentaire élevée. Ces défis à relever nécessitent de mobiliser non seulement les Africains eux-mêmes mais aussi l'ensemble du monde entier, car **si l'Afrique ne parvient pas à s'auto-suffire** dans les années à venir, il se produira **d'énormes flux migratoires**. Aussi, pour que chaque région du monde puisse se développer de la façon la plus harmonieuse possible, c'est l'affaire de tous. Elle rappelle que **Confrontations Europe** se sent aussi responsable de cette situation, et **son groupe de travail UE-Afrique(s)** a l'intention d'alerter le **sommet des chefs d'Etats de l'Union Européenne et d'Afrique**, qui aura lieu à Bruxelles en Avril 2014<sup>2</sup> ([Sommet UE-Afrique - Définition & situation : source Commission européenne](#) )

**Confrontations Europe** organisera en parallèle un colloque « **Sommet de la société civile** » le **6 mars 2014 à Bruxelles**, et où sera traitée la question de **la réforme des Accords de Partenariats Economiques** (APE : voir compte-rendu de la réunion du groupe UE-Afrique du 19/9/2013 : [en cliquant ICI !](#)), accords que la Commission Européenne a mis en place afin de permettre aux pays d'Afrique d'accéder au commerce international, ainsi que celle traitant de **l'intégration régionale**, si essentielle. Car si l'Afrique veut transformer ses propres produits sur place, il faudra poursuivre le nécessaire développement des infrastructures, de la production électrique, des interconnexions avec les pays voisins, des usines de transformation...afin de mutualiser l'ensemble des moyens dans les régions Ouest Africaine et d'Afrique Centrale. Elle précise que **l'intégration régionale africaine** est un enjeu très difficile à réaliser. L'Europe a engagé son avenir il y a 50 ans déjà en ce sens, elle possède une expérience en la matière qu'elle doit pouvoir partager, comme celle de sa monnaie unique. **Mais c'est très difficile, et il est important que les sociétés et les Etats trouvent ensemble des solutions** pour rester unis entres-eux. Face aux forces politiques extrémistes qui sont en train de gagner du terrain en Europe, il est important de veiller au grain, et de préparer cette campagne politique qui s'annonce pour que les élections européennes de Juin 2014 permettent aux forces modérées et démocratiques d'être renforcées au sein des institutions.

**Concernant les APE, elle précise que seuls la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Cameroun ont signé des accords intérimaires**, et le risque est grand pour que ces 3 pays aillent directement commercer avec les pays de l'Union Européenne, au détriment des autres pays Ouest Africains et d'Afrique Centrale pour qui ces accords ne s'appliqueront pas. **L'idée est donc de trouver une solution pour que ces accords deviennent réellement régionaux**<sup>3</sup>. Cela nécessite avant tout que l'ensemble des pays des 2 zones africaines concernées -Zones FCFA :

---

<sup>2</sup> **Sommet des chefs d'états UE-Afrique** : Le Partenariat stratégique Afrique-UE est le canal officiel par lequel passe la collaboration entre l'Union européenne et l'Afrique. Il se fonde sur la [stratégie conjointe Afrique-Europe](#) adoptée par les chefs d'État et de gouvernement lors du deuxième sommet UE-Afrique en 2007. Le plan d'action en cours (pour [2011 à 2013](#)) définit des objectifs concrets dans huit domaines de coopération approuvés par le [troisième sommet UE-Afrique](#), en 2010. Le partenariat est conduit par un dialogue formel, à divers niveaux, entre homologues africains et européens. Le prochain sommet devrait avoir lieu en Avril 2014, et il redéfinira le partenariat économique pour la période de 2014 à 2020. Voir aussi : [Définition & situation du sommet UE-Afrique - Source Africa-eu-partnership](#)

<sup>3</sup> **Accords APE** : Voir l'article de Pascal Canfin, ministre français du développement, dans la revue de Confrontations Europe : [Lire l'article !](#)

UEMOA & CEMAC- s'entendent entre elles, mais aussi **de trouver des mesures complémentaires pour favoriser les pays les plus pauvres** ; car il risque sinon d'y avoir une aggravation des inégalités en Afrique, des différentiels de compétitivité tels que nous pouvons le vivre en Europe avec de fortes disparités entre pays au sein d'une même région économique, comme celle entre le Portugal et l'Allemagne, où entre la Suède et l'Espagne par exemple, où la solidarité européenne est mise à mal, et où au lieu de mutualiser les richesses et les ressources, chacun se retranche de façon individuelle. Si la **croissance économique en Afrique est de 5,6%** en moyenne par an, cela ne produit pas obligatoirement du développement pour l'ensemble des régions et des peuples, et le challenge est bien de trouver comment traduire cette croissance en progrès dans la vie de tout un chacun. Il est fort probable que cela passe par les acteurs de la société civile, tels que ceux du secteur agricole et la création d'une politique commune, dans la lignée de la Politique agricole commune (PAC) européenne, même si celle-ci cherche aujourd'hui à se réformer. Mais la réforme de notre PAC peut aussi aggraver les rapports économiques qui existent avec les pays africains, car en baissant encore les prix de certains de ses biens destinés à l'export, l'Europe rend de fait ces mêmes biens produits sur le sol africain d'autant moins compétitifs.

Claude Fischer propose ensuite à l'assemblée présente de partager son expérience quant aux rapports UE-Afrique, sur sa vision quant à l'avenir de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, et plus largement de l'agro-industrie.

### **DISCUSSION :**

**François Traoré** précise que le travail du coton ne représente pour lui que 40% de son exploitation, les 60% restants étant axés sur l'alimentaire telle que la culture du maïs, du sorgho, du mil, du soja, mais aussi l'élevage de bœufs, de moutons, ainsi que l'aviculture. Il bien placé pour savoir ce que signifie **le thème de la sécurité alimentaire**, et rappelle que, contrairement à ce que l'on croit, le coton est un produit qui « se mange », car il est constitué à 52% de graines, qui elles-mêmes sont utilisées à 36% pour la fabrication d'huile alimentaire, le reste des graines étant consommé comme aliment pour animaux. De tous temps et dans toutes les civilisations, l'homme a cherché à trouver et à entretenir dans la nature des produits destinés à sa subsistance, et cela a évolué jusqu'à donner naissance à l'agriculture. La tendance d'une partie des populations africaines aujourd'hui est de se tourner vers les produits provenant de l'étranger, ce qui a pour effet de **modifier les habitudes alimentaires, et donc de freiner la consommation des produits régionaux**. Ainsi, **les Thaïlandais sont de plus en plus présents en Afrique dans le domaine des importations alimentaires, particulièrement en ce qui concerne le riz, et ce au détriment des productions africaines. Le fait pour un pays de dépendre presque entièrement des importations étrangères le place dans une position de grande faiblesse**, sachant que ce type d'échanges peut aussi s'arrêter à tout moment. **L'investissement dans le secteur agricole africain est donc primordial, et la transformation des productions régionales est très importante.**

**Un intervenant** rappelle qu'il existe au Burkina Faso un fonds de stabilité destiné au prix du coton, et souhaite connaître son fonctionnement. **F. Traoré** explique qu'il existe un système de fixation du prix du coton, et qu'en cas d'une chute du marché, le fonds de stabilité est sensé pallier une partie des pertes engendrées auprès des producteurs. Ce fonds de compensation est donc une réserve financière, et il est approvisionné par une partie des bénéfices dégagés par un prix du coton avantageux lorsque le marché est stable ou élevé.

**Françoise Ki-Zerbo**, notaire et anthropologue, présidente de la **Fondation Ki-Zerbo** qui œuvre « Pour un développement endogène de l'Afrique », rappelle quelques-unes des idées phares de cette fondation, comme celle de **l'intégration et du travail de la société civile comme « antidotes spécifiques et stratégiques »**. Pour faire le parallèle avec le titre du livre de P. Herzog « Europe réveille-toi ! », elle précise qu'il existe aussi une parole en Dioula qui dit « Si nous dormons, nous sommes morts ! ». Pour elle, **le développement en Afrique devra être Panafricain où il ne sera pas**, et la coopération multilatérale est sur la bonne voie à partir du moment où elle donne la **priorité à la condition du développement**, notamment **grâce à la décentralisation**.

**L’Afrique commémore ce 25 novembre la journée mondiale de la lutte contre la violence et les discriminations faites aux femmes**, qui ont de lourdes conséquences dans plusieurs domaines, comme d’empêcher certains progrès dans le secteur de l’agriculture, et entraînent donc une instabilité face à la sécurité alimentaire, la paix et la pauvreté. Elle salue la présence des femmes agricultrices dans l’assemblée, car elles représentent une part crédible des actrices de terrain. Elle les appellent à être plus visibles dans l’espace public. **Joseph Ki-Zerbo, dans son livre « A quand l’Afrique »**, insistait déjà sur le fait que **le travail domestique était l’une des principales sources d’oppression** envers les femmes africaines, et qu’en plus d’être un handicap sociologique, c’est un manque à gagner en termes d’emploi et de formation. Il l’identifiait comme un problème structurel empêchant les femmes de développer leur part de créativité, avec une répercussion négative au niveau de toute la société et du continent. **Concernant la question de l’accès des femmes à la terre** : s’il y a eu une amélioration de la législation afin de reconnaître les droits constitutionnels des femmes en termes d’accès fonciers, il reste encore beaucoup à faire sur le terrain pour faire entendre leurs droits. **Elle propose de développer une sensibilisation systématique en termes de formation du droit législatif foncier** auprès des décideurs tout comme auprès du secteur public et privé, ainsi que de l’ensemble de la société civile **afin que le travail des femmes soit mieux reconnu et amélioré.**

**Hervé Kam**, membre du **Global Local Forum**, insiste sur la nécessité de **décentraliser le pouvoir en Afrique** et de donner la capacité aux organisations populaires de choisir leurs dirigeants de façon transparente, en leur permettant d’être eux-mêmes acteurs de la vie politique. **Bon nombre de dirigeants africains n’ont pas donné la priorité à la production locale**, et l’on peut constater **un changement dans les habitudes alimentaires** qui ont été dictées, telles que celle de la consommation du riz thaïlandais au détriment du riz burkinabè de Bagré.

**Simone Zoundi** reprend le slogan **« consommons ce que nous produisons »**, et précise qu’effectivement, la **FIAB** a dès 2009 voulu inculquer ce concept aux enfants Burkinabè. Par le biais du Ministère de l’Education, 12 écoles pilotes ont alors été sensibilisées et ont participé à une compétition où il leur a été demandé de présenter leurs idées découlant de ce concept, à travers des sketches, récitals et autres expressions visuelles. Puis en 2011 lors de la 6<sup>e</sup> édition de la FIAB, 82 écoles ont participé à cette compétition et ont à leur tour contribué à changer les habitudes et les comportements de consommation alimentaire, face à l’Afrique en danger. Pour cette année 2013, 95 écoles sont impliquées dans cette démarche dans le cadre des Journées Agro-alimentaires (JAAL A OUAGA).

**Claude Fischer** salue ses efforts et ajoute qu’il sera également nécessaire pour l’Afrique d’exporter et de vendre ses propres produits pour générer une compétitivité à l’internationale.

**Henri Rodier**, chef d’un projet destiné à vendre de l’électricité, intervient sur la création de richesses nécessaires au développement du pays. Propriétaire de 2 fermes au Burkina, il est très investi dans la pratique de l’économie au sein même des populations. Depuis 2005, ses productions sont essentiellement tournées vers le maïs, le mil et les arachides sans que celles-ci ne soient transformées, car destinées à l’exportation. **Mais cette activité ne lui permet pas de vivre dignement avec sa famille.** Il recherche depuis 2 ans les solutions afin de rentabiliser ses productions agricoles et animales, et son projet est en voie de finalisation : **il a désormais trouvé le moyen de cultiver une grande variété de légumes tout au long de l’année, en ayant réintroduit le concept de l’irrigation dit « au goutte à goutte » en provenance de la nappe phréatique**, sans ne plus avoir à attendre l’eau de pluie ; **cela nécessite aussi que l’Etat puisse attribuer une surface de terre cultivable suffisante aux familles désireuses de s’investir dans ces productions, soit 40 ha au bas mot par exploitation.** Une petite partie des récoltes générées par ces productions sera alors destinée à la vente pour pallier les coûts de fonctionnement, mais la majeure partie profitera à la consommation, puis à l’élevage animal, tels que celui du mouton et du bœuf. Ces animaux pourront alors être transformés en produits de charcuterie...et les perspectives de développements à l’étude sont nombreuses et prometteuses. Puis il interroge F. Traoré sur l’implication de l’Etat Burkinabè à hauteur de 95 milliards de Fcfa pour la filière coton pour l’année 2013.

**F. Traoré** lui répond que c’est inexact, mais précise que **les fonds à hauteur de plusieurs milliards de Fcfa** annoncés par l’Etat à destination de la filière coton **sont en cours de constitution.**



**Claude Fischer** ajoute que **si la création de micros entreprises agricoles est essentielle pour faire vivre les populations, il sera nécessaire que les politiques publiques émergent et abondent dans un développement plus global à l'échelle du pays** ; et termes de théories agro économiques, les étudiants ici présents sont invités à exposer leur point de vue sur le sujet !

**F. Traoré** dit les fonds à hauteur de plusieurs milliards de Fcfa annoncés par l'Etat à destination de la filière coton sont en cours de constitution.

**Cédric Simporé**, étudiant à l'école d'agro économie, pose la question de l'obtention des biens et dit qu'au Burkina, on produit sans pouvoir transformer. **Il ajoute qu'il y a un réel besoin d'adapter l'enseignement** dispensé actuellement dans les écoles et autres universités **face aux besoins spécifiques du terrain, tels que ceux issus de l'agriculture. S'agissant des programmes financés par la Banque Mondiale et par l'Union Européenne, Cédric remarque que les projets qui sont retenus comme étant fiables et qui sont soutenus financièrement sont souvent issus de personnes proches des décideurs sans qu'aucune compétence dans les spécificités des projets ne leur soit imposée.**

**Caleb Nabie**, étudiante, demande conseil à F. Traoré quant au choix à faire pour un jeune agronome aujourd'hui, entre la culture du coton et celle céréalière, au vue des nombreuses difficultés rencontrées pour vivre de la culture du coton.

**Reine Benao-Sakandé**, membre du **Global Local Forum**, et **secrétaire permanente du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision**, remercie Confrontations Europe, mais aussi Mme Zoudi et M. Traoré dont elle suit les actions à travers les médias. Elle rappelle que le Burkina est un pays semi-désertique qui ne bénéficie que d'une seule saison pluvieuse, et où 80% de la population pratique l'agriculture, souvent avec des outils rudimentaires. Elle s'interroge **sur l'autosuffisance alimentaire** du Burkina Faso par la pratique de l'agriculture dans ces conditions. **Abordant la question du partenariat « gagnant-gagnant »** avec les pays tiers, elle rappelle que si le Burkina s'est engagé vers la décentralisation au profit d'une gestion par ses régions, celles-ci manquent encore souvent d'un partenariat, comme un jumelage avec une région européenne, et est persuadée que la lutte pour la sécurité alimentaire peut être aussi soutenue de cette façon. Elle prend pour exemple la région du Centre du Burkina jumelée avec la région Bretagne en France qui finance le développement de projets maraichers, comprenant l'installation de chambres froides qui permettent la conservation des produits destinés à l'exportation.

**Maïmouna Sawadogo**, **présidente de l'Union Yalta**, organisation féminine à but non lucratif luttant pour le bien-être de ses membres et pour la solidarité dans la **région des Hauts bassins**, précise qu'en 2003 face à une extrême pauvreté, de nombreuses femmes avaient été contraintes d'exploiter illégalement un domaine forestier classé de **Bobo Dioulasso**, participant de fait à la dégradation de leur environnement. Créée en 2006 avec 12 associations et 400 membres, l'Union Yalta regroupe désormais 32 associations et 904 femmes, avec l'objectif de lutter contre la pauvreté, améliorer la vie de ses membres, et participer à la protection de l'environnement ; ses activités économiques comprennent la fabrication du beurre de karité, du savon, du soumbala, de l'apiculture, de la transformation du manioc et des noix de cajou, mais aussi de la couture et de la coiffure. Mais **par manque de clients, l'association Yalta rencontre de grandes difficultés à vendre ses productions**. Elle cherche à sensibiliser à la protection de l'environnement les femmes issues des régions voisines de Bobo grâce à des pièces de théâtre-forum, et des activités agro-forestières telles que l'aménagement, le reboisement, et l'entretien des plantations.

**Elle annonce enfin son souhait de trouver des partenaires afin de distribuer et d'écouler ces productions** (Tél. 00226 70 58 81 08).

**Amor Chermiti**, docteur à l'INRA, Institut national de la recherche agronomique de Tunisie, dit croire en la fraternité entre les continents européen et africain, puis constate que l'assemblée présente reflète bien **cette nécessaire intégration régionale africaine**. Il dit que si le partenariat existe entre les 2 continents depuis longtemps, il est

question de le faire évoluer, mais il s'interroge sur la démarche à adopter dans un monde changeant et en pleine mutation. Les nombreuses questions posées ici, telles que le marché régional, la diversité des secteurs agricoles concernés, la volatilité des prix sur le marché international, imposent **un véritable partenariat basé sur la fraternité** au sens le plus large, sur la confiance, car nous sommes tous confrontés à des défis, tels que **l'impact du réchauffement climatique** sur les productions agricoles, même s'il diffère selon les régions du monde. Les besoins à satisfaire sont croissants et **imposent à tous une augmentation des productions en incluant un respect accru de l'environnement**. Tout cela impose des démarches dynamiques face à un partenariat jusque-là statique, et il espère que la réunion de Confrontations Europe à Bruxelles en Mars 2014 pourra amener les dirigeants politiques à prendre **les décisions en matière de partenariats équitables**, car c'est là le but d'une association comme Confrontations Europe, voir de « *Confrontations Afrique* » dans l'avenir. Il dit qu'il est important de repenser l'ensemble de notre agriculture, et de nous poser la question de savoir quelle forme d'agriculture sera nécessaire demain à l'Afrique pour satisfaire tous ses besoins grandissants, que ce soit au niveau des produits de base, mais aussi afin de **promouvoir l'exportation à l'international**. **Il salue les femmes Burkinabè agricultrices pour leur courage et leur savoir-faire ingénieux**, et encourage les étudiants ingénieurs et futurs entrepreneurs à s'imprégner de cette expérience pour la développer et la valoriser, en promouvant les exploitations et en préservant les ressources naturelles, afin de garantir aux générations futures le droit à la vie.

**Alain Holleville**, représentant de l'Union Européenne au Burkina Faso et auprès de l'UEMOA rappelle que si l'Europe traverse aujourd'hui une crise économique et sociale dans un monde en croissance. L'un de ses objectifs premiers en termes d'union était aussi de construire la paix entre les Européens, et si c'est un défi à renouveler chaque jour, cela est plutôt en bonne voie. Il dit aussi qu'il n'y a pas d'inquiétude à avoir quant à l'intérêt des Européens pour le continent africain ; car dans ce contexte de stagnation économique, **l'Union européenne a décidé de maintenir ses engagements au niveau de l'Afrique**, et particulièrement en Afrique subsaharienne. L'Europe a bien conscience des problèmes et elle a **sa responsabilité dans une contribution à leur résolution**. La solution ne viendra pas de l'extérieur mais **elle doit être construite ici par les Africains eux-mêmes d'abord**, et les partenaires comme l'UE doivent essayer de s'y associer au mieux. Pour lui, il ne doit pas y avoir de compétition entre le rôle des Etats, celui de la société civile, et celui de l'ensemble de la région Ouest Africaine. L'Union européenne doit pouvoir apporter un appui aux politiques publiques, aider la société civile à se développer et à trouver sa place, et accompagner l'intégration régionale. **Concernant l'aide européenne à destination des 79 pays dit « ACP » (Afrique, Caraïbes, Pacifique) dans le cadre des Accords de Partenariats, le Fonds européen de développement (FED) reste l'instrument d'aide économique à destination de nombreux pays et en particulier ceux d'Afrique Subsaharienne**. La prochaine période d'aide pour 2014-2020 est en train d'être étudiée et débattue ; cela se fait par secteur de concentration. **S'agissant du Burkina Faso, les 3 domaines qui ont été retenus de façon partagée, c'est la gouvernance qui regroupe l'appui à la décentralisation, le secteur social de la santé, et la lutte pour la sécurité alimentaire, soit la résilience**. **L'appui européen pour ces 3 secteurs représente un montant de 680 millions € pour le Burkina, soit 400 milliards de Fcfa**. Tout cela s'intégrera à l'appui régional. **Une autre enveloppe globale d'aide de 1,300 Milliard € pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest sera attribuée pour la paix et à la sécurité, pour l'intégration régionale et le commerce, puis à nouveau pour la lutte contre l'insécurité alimentaire, en mêlant à la fois des mesures d'urgence, pour faire face à des crises politiques mais aussi d'ordre climatique**, tout en tentant de participer à la mise en place des mécanismes préventifs en accompagnant les réformes de structures de chaque pays concerné.

**Rachid Tirouda**, étudiant en agroéconomie, dit avoir souvent été le témoin d'Etats africains s'insérant dans la **gestion des aides attribuées, comme celles fournies par l'UE**. Mais il souhaiterait aussi voir ces aides parvenir sous forme de matériels, avec un soutien de terrain de la part des partenaires au développement, car il précise que quels que soient les secteurs pour lesquels ces aides sont prévues, trop peu d'avancées se font ressentir concrètement ; **il pense qu'il serait préférable que les partenaires puissent fournir directement ces aides aux populations et que**

**l'auto-suffisante devienne enfin une réalité. Car le milieu politique africain est fait de telle façon que les populations ne ressentent pas l'effet bénéfique que devraient apporter ces aides...**

**Claude Fischer** précise à son tour qu'il n'y a pas de solution miracle, car pour reprendre cette idée d'aide en matériel, elle dit que cela reste très complexe, tant au niveau des besoins à évaluer sur le terrain, que dans la façon de les acheminer et de les distribuer. **Elle propose plutôt de réfléchir à des organisations pluralistes d'acteurs** qui pourraient recevoir ces aides sous certains critères à définir ensemble avec l'Union européenne et tous les pays donateurs, afin que celles-ci soient plus efficaces, **puis en évaluant ces politiques publiques et les subventions et dons accordés aux régions.** Ces critères à retenir pourraient alors être définis par rapport aux régions et non plus en termes sectoriels, comme par exemple de subventionner désormais les pays ayant des projets communs dans une perspective d'intégration régionale.

**Alain Holleville** ajoute que l'idée d'une distribution de matériel est une fausse solution car il serait extrêmement difficile de pouvoir affirmer avec certitude la destination et l'utilisation exactes finales. Les mécanismes de contrôle et d'évaluation ne manquent pourtant pas, mais ils ne sont pas toujours adaptés à la réalité. Il rappelle que les budgets alloués aux aides au développement sont de l'argent public, et à ce titre l'Union européenne doit rendre compte de l'usage qui en est fait.

**Claude Fischer** aborde ensuite le thème de la formation comme moteur essentiel au développement économique d'un pays ; elle cite l'exemple de l'école privée **2iE** (Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement, du Génie civil, des Mines et des Sciences Managériales) basée à Ouagadougou, qui forment l'élite africaine avec près de 3000 techniciens supérieurs et ingénieurs par an, là où **l'école publique est incapable d'une telle offre.** Elle fait le parallèle avec le milieu de la santé au Burkina où, comme le rappelait Alain Holleville, on peut constater **une forte dégradation des hôpitaux publics** par rapport à ce qu'ils étaient il y a 20 ans. S'agissant des politiques publiques et des aides, il est important de savoir mesurer leurs impacts en termes d'efficacité grâce à l'analyse d'indicateurs, c'est un travail d'économiste, et c'est sans doute ce qu'il y a de plus dur. Elle rappelle que Confrontations Europe travaille depuis 20 ans avec l'aide d'économistes de renom, et qu'à partir du moment où l'objectif est le développement, il faut analyser l'ensemble des secteurs économiques concernés.

**Aziz Dabo**, chef de l'entreprise Dabotrade exploitant le karité et la gomme arabique, remarque que ce sont avant tout les entrepreneurs qui portent l'action de l'économie.

**Claude Fischer** propose de ne pas opposer l'action de l'économiste avec celle de l'entrepreneur ; elle précise qu'un entrepreneur ne saura pas mettre de la régulation sur le grand marché, il ne saura pas forcément discuter des politiques publiques, mais il aura besoin d'expertise politique. Elle ajoute que **Confrontations** a pu se développer en Europe parce qu'elle est une des rares associations faisant de l'expertise politique, et parce qu'elle est financée, non pas par les services publics, mais par les entreprises elles-mêmes ayant besoin de telles analyses.

**Christian Legay**, membre de l'association **Autre terre**, présente son association qui œuvre dans le domaine de l'agro écologie et celui de l'environnement pour la gestion des déchets solides, et qui a développé de nombreux liens au Burkina Faso. **Il est aussi membre du Conseil national de l'agriculture biologique(CNABIO)**, créé il y a 2 ans ; ce conseil a vu le jour sur un paradoxe, celui d'exporter vers le marché européen des produits biologiques depuis une vingtaine d'années, sans n'avoir jamais développé l'offre au sein même du Burkina. **Ce conseil national a donc été créé afin de satisfaire les Burkinabè pour des produits certifiés biologiques à moindre coût ;** mais les organismes tiers certificateurs coûtent extrêmement chers, et cela rend 3 fois plus chers ces produits bio sur le marché local qui deviennent hors de portée du consommateur Burkinabè. Le défi est de pouvoir certifier ces produits bio selon une norme burkinabè, et le CNABIO vient d'élaborer un guide de certification afin de mettre en place un système de garantie participative, en mobilisant tous les acteurs de la chaîne, depuis le producteur jusqu'au consommateur, jusqu'à parvenir à faire grandement baisser le coût global des produits bio. **C. Legay dit que l'augmentation de la production agricole doit aller de pair avec une exploitation de qualité,** et prenant l'exemple du milieu maraîcher, il



expose une situation catastrophique **face à l'utilisation accrue des pesticides et autres intrants chimiques**, à tel point que ces traitements utilisés par la filière coton finissent par se retrouver sur les légumes, avec toutes les répercussions néfastes que cela peut entraîner pour la santé et l'environnement.

**Claude Fischer** propose de trouver un juste milieu dans la façon d'utiliser l'ensemble des intrants, qu'ils soient chimiques ou naturels, et rappelle que de nombreux progrès sont réalisés par l'industrie chimique pour résorber son impact négatif. **Elle dit aussi constater l'ensemble des efforts déployés par le secteur agricole africain en termes d'innovation dans les pratiques locales, mais pense que celles-ci doivent encore augmenter en rendement, car d'après la Banque mondiale, l'Afrique ne pourra pas nourrir plus de 13% de sa population grandissante dans les années à venir si un développement soutenu de son secteur agricole n'est pas réalisé.**

**Sophie Rosine Zango**, étudiante en agroéconomie **souligne à nouveau le fait que la formation reste très importante pour le secteur agricole, où les étudiants doivent pouvoir apporter leur connaissance auprès des paysans afin d'améliorer les savoir-faire existants et permettre d'adapter les techniques.** Elle dit chercher le moyen de concilier la valorisation des terres africaines, tout en sachant que les sols sont relativement pauvres, vers une agriculture durable.

Pour **Bertrand Sawadogo**, étudiant en agroéconomie, **« l'Afrique a avant tout besoin de l'aide qui l'aide à se passer de l'aide » ; et pour qu'il puisse y avoir un partenariat « gagnant-gagnant », il faut que chacun soit suffisamment indépendant.** Il prend l'exemple de la culture maraîchère, et dit que si l'Afrique reste dépendante des semences et des intrants en provenance de l'étranger, cela pourrait finir par devenir une réelle catastrophe ; car **les fournisseurs étrangers sont en position de force pour fixer leurs prix** quant à l'achat des récoltes, et ce au détriment des cultivateurs locaux. De nombreux cultivateurs Burkinabè n'ont pas accès au marché régional, et ils dépendent de manière incertaine de l'offre et de la demande suivant les récoltes lors de l'unique saison pluvieuse s'étalant sur 3 mois. Il dit **qu'il serait alors fort intéressant de trouver la manière de pouvoir conserver ces récoltes de céréales souvent périssables, afin de pouvoir en vivre toute l'année.**

**Séverin Sama**, étudiant en agroéconomie, dit que pour que l'agriculture Burkinabè soit rentable dans l'avenir, il faut certes promouvoir la formation des cultivateurs, développer les méthodes de transformation et de conservation des produits locaux, mais **il ne faut pas oublier que l'Union Européenne a aussi son rôle à jouer pour un partenariat plus équitable : car en fixant des normes qualitatives élevées, elle empêche l'exportation des produits Burkinabè vers l'Europe, et elle inonde l'Afrique de l'Ouest de ses propres produits qui arrivent moins chers sur les marchés africains.**

**Claude Fischer** rappelle en effet que la **Politique Agricole Commune** qui est en vigueur entre les pays européens eux-mêmes, mais aussi à travers les échanges économiques avec l'ensemble des pays partenaires à l'international, **ne favorise souvent pas les pays producteurs qui sont en développement, comme c'est le cas du Burkina Faso.** Force est de constater que l'Europe exporte à destination de ces pays des produits agricoles à moindre coût que ceux produits localement. **Cela est donc un réel problème de coopération internationale qu'il est important de redéfinir et de résoudre, et notamment dans les négociations à venir s'agissant des futurs Accords de Partenariats Economiques entre l'Union Européenne et l'ensemble des 79 pays de la zone ACP. Mais cela relève également de la solidarité internationale,** qui ne consiste pas uniquement à aider les pays en développement, mais aussi et surtout à réorganiser des politiques économiques internationales qui soient enfin en faveur de tous.

**Yacinthe Tirogo**, étudiant en agroéconomie, rappelle que **si l'Europe a un rôle d'accompagnement et de soutien vers les pays tels que le Burkina Faso, celui-ci apporte aussi sa contribution dans les échanges agricoles Afro-Européens, en étant pourvoyeur de produits issus de la culture biologique vers les pays occidentaux,** comme le beurre de karité, le sésame, ou encore l'ensemble des produits traditionnels destinés au milieu pharmaceutique, tel que le n'dribala (issu du faux cotonnier, cette plante étant destinée à lutter contre le paludisme et l'hépatite B. Le Dr Zéphirin Dakuyo dirige une unité de production industrielle à Banfora). Le Burkina est encore quasiment vierge de

toute pollution issue de l'industrie. **L'Etat Burkinabè a soutenu le développement du secteur agricole à l'échelle familiale, et il serait désormais temps d'élargir ce soutien à l'échelle du pays de façon industrielle**, comme par le regroupement des exploitations familiales en coopératives, afin de pouvoir **devenir compétitif au niveau de l'ensemble de la région Ouest Africaine, puis sur le marché international, car la sécurité et l'autosuffisance alimentaires ne pourront être atteintes que de cette façon**. La situation actuelle du **commerce agricole au Burkina lèse les producteurs au profit des commerçants**. Il cite l'exemple des produits périssables, mais aussi celui du maïs qui, dès la récolte, est acheté à bas prix auprès des petits producteurs par certains grands commerçants pour être stocké, puis revendu au prix fort quand la demande sera élevée et que le produit se fera rare. **Ce libéralisme se réalise au détriment du plus grand nombre et cette spéculation ne profite qu'à ceux qui ont le pouvoir financier** d'acheter ces produits de base en grande quantité et la capacité de les stocker. Ces commerçants deviennent les maîtres pour réguler les prix du marché comme bon leur semble. **Il dit enfin que les lobbies ne sont pas négatifs dans cette quête de développement agricole, mais qu'ils doivent être encadrés par des décisions politiques afin de profiter à tous équitablement**.

**Mathieu Tankoano est gérant de IGIP Afrique, et membre de BIHSE (BURGEAP IGIP Holding SE, société européenne d'ingénierie de l'environnement et de l'aide au développement : 1<sup>er</sup> groupe privé de droit européen dans les études et le conseil concernant l'eau, l'environnement, les infrastructures, et les changements climatiques, voir leur site : [voir leur site !](#))**. Il souhaite reprendre les points essentiels qui seront abordés lors **du 11e FED (Fond Européen de Développement) pour la période 2014-2020, tels que ceux de la gouvernance, de la santé, et de la lutte contre l'insécurité alimentaire**. Il précise avoir un problème avec ces 3 points car pour lui **la gouvernance ne peut s'installer qu'avec une population correctement éduquée, connaissant ses droits et ses devoirs, et étant capable de revendiquer tout en respectant les règles établies**. En Afrique de l'Ouest comme ailleurs, beaucoup de problèmes viennent du fait que **les élites, tel que le parlement et le sénat, imposent leurs lois** au détriment du plus grand nombre, et on peut constater aisément une certaine incompatibilité face à **la nécessité d'un appui à la décentralisation**. Aussi, il serait intéressant de **faire parvenir une majorité de la population à un niveau d'étude et de connaissance suffisamment décents**. Car ce ne devrait pas être grâce à la distribution de tee-shirt et d'une somme de 1000 Fcfa à toute personne qui voudra bien les prendre, que les campagnes électorales devraient se faire, et ce afin de rechercher à obtenir le vote du plus grand nombre, mais plutôt parce qu'une grande part de la population reconnaît ses intérêts dans le programme d'un candidat. Il rappelle aussi que **l'éducation est à la base de tout développement** à long terme, et que « même le Sage qui n'est pas soumis à contrôle, n'échappe pas à la tentation » ! La création d'un organisme de contrôle reconnu doit voir le jour **afin que l'ensemble des élus africains arrêtent de se croire intouchables en utilisant parfois à des fins personnelles les fonds envoyés par les bailleurs** tels que l'Union Européenne, pourtant destinés au développement des populations.

M. Tankoano aborde ensuite le sujet de **la lutte contre l'insécurité alimentaire** ; il prend l'exemple du Burkina Faso comme dans tout le Sahel où la saison des pluies, propice aux moissons et aux récoltes, ne dure que 3 mois par an, et où l'on attend du cultivateur qu'il parvienne à vivre pendant 12 mois avec ce qu'il peut gagner en 3 mois seulement. Cela reste extrêmement difficile en termes de qualité de vie, aussi, il serait fort souhaitable que **lors du prochain FED, le financement pour l'aménagement de projets hydro agricoles soit prévu** afin de permettre aux cultivateurs concernés de pouvoir continuer à vivre dignement tout au long de l'année.

**Chantal Yaméogo Zoungrana**, de la société ABC, relate son expérience bénéfique passée au sein d'APME2A ([voir leur site !](#)), une organisation qui regroupe et promeut les PME & PMI agricoles, notamment pour un projet de culture du soja ; cette société regroupe plus de 5000 petits producteurs réalisant une récolte de 3 à 4000 tonnes de soja par an quand les pluies sont suffisantes. Les familles bénéficiant de ces retombées économiques parviennent alors à vivre dignement et à se prendre en charge, mais **il n'y a aucune politique d'Etat qui parvienne à mettre en place un fond de financement pour réguler les échanges entre promoteurs et producteurs**. Depuis 2 ans maintenant, les promoteurs ont de grandes difficultés à se tourner vers les banques qui n'acceptent plus les stocks de soja comme garantie contre des prêts, alors que ces stocks constituent l'unique garantie des groupements d'agriculteurs.

**Prosper Ouédraogo**, membre du Secrétariat Permanent de la Coordination des Politiques Sectorielles Agricoles du Burkina, parle ensuite de l'élaboration **d'un programme de développement sur 5 ans à destination du secteur rural qui a été commandé par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement et de l'eau**. Ce programme a associé aussi bien les acteurs étatiques que ceux non étatiques, et ils ont pu désigner leur représentant. Mme Zoundi est l'un des membres du comité de pilote de ce programme. **Les défis de son exécution et de sa mise en œuvre sont nombreux**, car ils se basent sur les préoccupations des cultivateurs, telles que la prise en compte du genre, mais aussi des filières depuis la production jusqu'à la commercialisation en passant par la transformation des produits. **Ces transformations sont réellement le maillon faible car elles ont été très peu appuyées et financées par l'Etat Burkinabè**. P. Ouédraogo dit aussi que **les autorités compétentes doivent prendre en compte l'importance d'un développement des moyens de transformation**, et il souhaite que Mme Zoundi puisse soutenir et relayer ce fait pour alerter le Ministère de l'agriculture. **S'agissant du dispositif de suivi** de ce programme, un mécanisme a été mis en place pour favoriser le dialogue entre les partenaires et les autorités, il rend compte des observations fortes faites aussi bien par les petits producteurs que par les agro business men **lors des Etats Généraux de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire**.

**Claude Fischer** s'interroge alors sur le terme *d'entrepreneur agricole* en vigueur au Burkina, car ce terme n'existe juridiquement pas en Europe où les terres ont été massivement rachetées par de grands exploitants agricoles, de façon capitaliste ; **elle se demande s'il existe des acteurs comme les banques qui font de l'économie sociale qui financeraient les projets du secteur agricole Burkinabè**.

**P. Ouédraogo** confirme que le terme officiel d'entrepreneur agricole désigne un statut d'entreprise agricole familiale au Burkina. Si le financement du secteur agricole a pu être soutenu par plusieurs banques qui lui ont été spécialement dédiées, celles-ci se transforment depuis en banques commerciales, et octroient de moins en moins de prêts destinés au développement de projets.

**Un intervenant**, étudiant à l'école de commerce IPS de Ouaga, **aborde l'aspect politique général du pays, et parle d'un système où les liens familiaux prédominent encore trop souvent dans les choix de candidats à des postes décisionnels, au détriment de toute compétence adéquate et avérée, et les profonds déséquilibres en termes d'efficacité que cela engendre. Il souhaite que le peuple Burkinabè puisse intervenir concrètement dans ces choix à l'avenir, et qu'il se réveille enfin pour prendre son destin en main**.

**Lydie Sanon**, membre de l'association des femmes de la **Comoé Munyu de Banfora**, parle du projet en septembre 2013 de définir le coût que représente l'investissement d'un projet agricole par rapport à la taille de l'entreprise. Le problème a été de savoir s'il fallait mettre l'accent sur l'entrepreneuriat familial ou sur l'agro business. La prospective de ce projet a donné lieu à une simulation pour les 22 années à venir et, sachant que la population rurale vivant actuellement de la terre est de 80%, elle passera en 2025 à 20,5 millions sur une population totale estimée à 26 millions. **Elle suggère donc de poursuivre le développement de l'entrepreneuriat familial pour répondre à cette forte consommation**, en développant de nouvelles techniques d'exploitation propices à une augmentation du rendement à l'hectare, tout en privilégiant **les petits producteurs qui représentent la grande majorité des cultivateurs**.

**Mme Ouédraogo** prend la parole et parle de la faible exploitation issue des nombreuses récoltes de fruits au Burkina, et des fortes pertes qui en découlent. Son association a donc décidé de valoriser ces fruits en produisant des jus de granulés instantanés, et elle souhaite partager cette expérience avec les étudiants ici présents.

**Un étudiant** propose alors de partager une formation spécifique pour une maîtrise de la gestion de crise de l'eau.

**Claude Fischer** rappelle à ce titre la possibilité de faire appel à **l'école ZIE**, basée à Ouagadougou, et spécialisée en ingénierie dans les domaines de l'Eau et l'Assainissement, l'Environnement, mais aussi dans l'Énergie, le Génie civil, les Mines et les Sciences Managériales.

**Niamba Cris Auguste**, étudiant en agro économie, affirme que si la disparité est flagrante entre l'Europe qui compte 2% d'agriculteurs et l'Afrique de l'Ouest qui en compte près de 80%, il est confiant dans l'objectif qui est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, non seulement grâce à l'aide au développement dont bénéficie l'Afrique mais par les initiatives privées. Il remercie à ce titre la coopération qu'apporte l'Union Européenne, ainsi que Confrontations Europe pour cette rencontre aujourd'hui.

**Christian Legay** rappelle qu'en 2014 se projette l'Année de l'agriculture familiale.

**Amor Chermiti** souhaite saluer l'initiative de la FIAB pour l'organisation du 11<sup>e</sup> salon JAAL A OUAGA pour ce qu'il offre en termes **d'intégration intergénérationnelle** entre les étudiants en Agro économie et les acteurs agricoles présents aujourd'hui. Il dit que **si l'agriculture est officiellement considérée comme LA priorité stratégique par les gouvernements africains**, elle pourrait alors bénéficier de la même impulsion que d'autres secteurs comme ceux du tourisme ou du sport, mais dans l'état actuel des choses, **le secteur agricole ressemble plutôt à la 5<sup>e</sup> roue de la charrette !** Il explique qu'il y a plusieurs raisons à cela, telles que des contraintes d'ordre structurel, depuis la formation jusqu'à l'exercice de la profession où il est important de tirer des leçons du passé pour pouvoir anticiper l'avenir, des contraintes d'ordre budgétaire comme la disparité économique entre les différents cours des monnaies sur le marché international, mais aussi à cause **de taux d'intérêts pratiqués par les banques agricoles africaines parmi les plus élevés au monde. Il est nécessaire de redéfinir ces contraintes pour développer l'agriculture africaine, et donner envie à cette jeunesse de s'investir dans ce secteur. Il parle de la terre et du sol comme étant le 1<sup>er</sup> capital agricole, en insistant sur l'importance d'une gestion maîtrisée des réserves naturelles en eau.**

**Simone Zoundi** remercie Confrontations Europe de cette rencontre ; **elle parle des étudiants présents tels le fer de lance du secteur de l'agro industrie, et elle souhaite apporter les conditions nécessaires dans sa démarche pour encourager cette jeunesse qui a des idées pour la création d'entreprise afin de l'appuyer et la soutenir dans cette voie.**

**Claude Fischer** remercie à son tour l'ensemble des organisateurs et participants présents ce jour. **Elle rappelle que Confrontations Europe travaille à l'émergence d'une économie mixte en France, en Europe et dans le monde, qui cherche à articuler l'économie publique, privée et l'économie sociale et solidaire.** Cette économie sociale et solidaire n'est pas une alternative à l'économie, mais elle doit être complémentaire avec les acteurs du public et du privé qui sont parfois diabolisés. Elle pense que nous n'avons pas intérêt à opposer les économies mais au contraire à les articuler afin qu'elles deviennent toutes des économies responsables, telle qu'une économie publique beaucoup plus efficace, une économie privée responsable au niveau environnemental et social, et une économie sociale qui s'ouvre également vers l'efficacité. **Revenant sur le thème de l'agriculture au Burkina Faso, elle pense qu'il est nécessaire de pouvoir réduire le nombre élevé de personnes vivant de ce secteur** car on peut constater à l'heure actuelle une production tournée vers des besoins individuels et immédiats, alors que l'économie du pays doit se tourner vers **une exploitation agricole beaucoup plus intensive destinée aussi à l'export, en développant le secteur de l'agro-industrie.** Elle prend pour exemple l'exode rural massif que la France a connu après la guerre de 1939-1945, et où la population d'agriculteurs est passée à 2% aujourd'hui ; cette agriculture est devenue performante, composée d'un million de travailleurs de terrain, et de 2 millions œuvrant à la transformation industrielle et à l'alimentation ; cela représente plus de 14% des emplois en France liés directement ou indirectement à l'agro-industrie. Elle pense qu'il serait souhaitable que l'Afrique de l'Ouest tende vers ce type de politique de développement agricole, tout en poursuivant le développement des autres secteurs d'activités, tels que ceux de l'industrie, des services, du numérique et de l'ensemble des nouvelles technologies (TIC...).

**Elle conclut la réunion en rappelant que cette réunion Franco-Burkinabè a pour but de trouver les façons de relever les défis communs qui unissent nos 2 régions**, et souhaite poursuivre ces nécessaires rencontres dans l'avenir. Si la conférence de mars 2014 à Bruxelles ne pourra pas accueillir tous nos amis du Burkina, elle propose d'y inviter Simone Zoundi, et promet de relayer ce qui s'est dit ici de façon dynamique et constructive, puis elle remercie en félicitant les jeunes qui sont l'avenir de l'Afrique.



Rencontre entre Confrontations Europe & les acteurs agricoles Burkinabè – JAAL A OUAGA - 25-11-2013

